**Droit Général – Introduction au droit**

**Introduction**

But de cours : connaitre suffisamment le droit pour qu’il ne soit pas un obstacle/contraintes juridiques à nos futures « occupations ».

*Nul n’est censé ignorer la loi.*

Savoir quand faire appelle à une juriste. Être un peu autonome visa vis du droit. Pouvoir comprendre et communiquer avec les autres (le droit a son propre jargon, il faut le connaitre).

Prof spécialisée dans les propriétés intellectuelles **marie.moin@epita.fr**

Ce cours est un cours d’introduction au droit, de culture générale, de pouvoir trier les informations, trouver une source fiable, avant on avait une réponse à une question dans un manuel = tjs contextualisé. Maintenant avec internet … où puis je trouver une réponse ? Comment je contextualise ma réponse. Chemin d’accès à une connaissance.

Plan de cours ? **Quand je me pose une question, comment puis-je trouver une réponse ?**

* **Documents autorisées à l’examen**

Il n’y a pas de droit d’auteur sur les textes de droit**. Legifrance.gouv.fr** est le site de l’état où on trouve tous les textes de lois actuels en vigueur.

Pour ce cours : les références :

* Legifrance.gouv
* Europa.eu
* Site de l’assemblée nationale
* Site du sénat
* Site du conseil constitutionnel
* Site sur la Cour de cassation
* Lexique des termes juridiques

**Chapitre 1 : Les sources du droit**

1. **Définition du droit**

Droit = règles qui régissent **obligatoirement** les règles de sociétés. Attention au caractère OBLIGATOIRE du droit. Ce qui nous intéresse c’est de savoir si c’est légal ou pas. Le droit ce n’est pas la morale (est-ce bien ou pas). **Le droit se pose la question est-ce légal et non est ce moral ?**

**Les rapports dans une société sont régis par les règles de droit.** Attention il y a souvent une confusion entre le droit et la morale, si il se rencontrent tant mieux mais les règles de courtoisie et de morales ne sont pas obligatoires.

Exemples :

* il est interdit de se promener nu dans la rue. Le droit n’impose pas le port de chaussure, mais a un rdv on mets des chaussure, c’est la bienséance.
* Le droit n’oblige pas a donner sa place dans les transports a une personne âgée, a une femme enceinte ou à un handicapé (une carte d’invalidité), le droit nous oblige à donner notre place.

On peut être pour ou contre une réglementation : mais ce qui nous intéresse c’est d’étudier une réglementation.

1. **Les sources du droit**

Sources étatiques : Textes – La loi au sens large = tout ce qui est éditer par le pouvoir étatique. **Tous les textes éditer par les pouvoir publics sont hiérarchisés entre eux**.

1. **La constitution** (au sommet, au-dessus de tout) (dans d’autre pays = lois fondamentales). Tous les autres textes doivent la respecter. Propre à un état.
2. **Traités internationaux –** On choisit d’adhéré ou pas a un traité international.

(Traité européens fondateur de l’Europe au même niveau) Si contraire à notre constitution on n’y adhère pas.

1. **Les lois**

(directives (européens au même niveau))

1. **Les règlements**
2. **La Constitution :**

4 octobre 1958 – Ve République/Constitution

Modifiés de très nombreuses fois. Attention ce n’est pas un immuable. Si on modifie la constitution, on doit tout modifier.

Deux sortes de disposition :

* La constitution décide : la répartition des pouvoir, organisation de l’état, qui est élu, pour combien de temps, etc. Ce texte est très court, c’est le mode d’emploi de l’état (à retrouver sur *Légifrance*).
* La définition de la liberté.

La déclaration des droits de l’Homme et du citoyen 1789 : texte en vigueur aujourd’hui en France.

Convention européenne de sauvegarde des droits de l’homme 1950 : droit et liberté fondamentaux (ex. droit a la liberté d’expression, procès équitable))

* Textes à valeur constitutionnelles.

Attention il y a toujours exceptions !! Le droit à la liberté d’expression : mais ces libertés peuvent être restreintes (par un autre droit de même nature, par exemple droit au respect de la vie privé). Il n’y a pas de droit absolu.

Constitution = adopté par referendum/ modifié par referendum ou par sénat + assemblée nationale (3/5).

Plus un textes est haut dans la hiérarchie, plus son mode d’adoption et de modification est lourd.

Le garant de la constitution = conseil constitutionnel. Composé de 9 membres nommé pour 9 ans. Renouvelé par tiers tous les 3 ans. Président de la république, de l’assemblée nationale, du sénat. Très peu médiatiser, mais ils ont un poids considérable.

Les présidents de la république peuvent faire partis du conseil constitutionnel. (donc + de neufs possibles). Ils ne peuvent pas prendre de partis, ils doivent être neutre, la neutralité absolue. Ils ont un rôle essentiel, il n’y a pas de recours aux décisions des membres du conseil constitutionnel (Cf. site du conseil constitutionnel).

1. **Les Traités internationaux**

Négocié par les représentant des états. Un traité doit être ratifié : par un referendum, soit par le congrès (sénat + assemblée nationale (3/5)). Pour qu’un traité soit soumis a la ratification : on regarde si il est conforme à la constitution. Si non : on change la constitution.

**Ratification** = acceptation part le peuple français. Pas de possibilité de modification. Ratifié comme il est, ou non ratifié. Non modifiable.

La majorité des traitées européens : ne respecte pas la constitution.

Exemple : Adoption de l’euro, la constitution disait qu’il y avait que l’état qui pouvait faire sa monnaie.

Différents types de traités internationaux :

* Traités géopolitique (ONU) états avec les autres états :

Gere les rapports des états entre eux, sanctions très complexes (soit un embargo, soit la guerre,…)

* Traités de construction de l’UE
* Autres traités qui vont régir des matières (droit du travail, droit des propriétés intellectuelles, ..) quand il a deux droit applicable :
* **Règle de minima** : Tout état qui s’engage à un traité de ce type, doit intégrer cela en interne.

Ex : le travail des enfants (droit du travail) – non interdit mais extrêmement limité et contrôlé.

* **Règles de critère d’application** des tel ou tel droit – il n’y a pas de droit supra national ! autant de droits que de nation, le droit international ne règle pas les conflits, il dit quel droit on respect dans tel situation.

Le droit international est basé sur les **frontières** (terrestre, maritime, aérien, etc.). En ce moment, beaucoup de problème avec le cyber espace car nouveau, dématérialisé, donc assez compliqué.

NB. Attention au droit international !! Ce n’est pas un droit suprême !! C’est juste pour savoir le droit que l’on va appliquer, la question est : *qui est compétant* ?

NB. Dans les zones internationales : il y a un droit international spécifique. Mais c’est une zone délimité, c’est une zone spécifique.

NB. Une entreprise n’est pas international : elle est multi nationale ! Attention une entreprise est tenu de respecter la loi du pays qu’elle « vise ». Ex : Facebook.uk ne diffuse pas le même contenu que facebook.fr/.com etc. On est soumis au droit du pays dans lequel on se trouve.

Dans un **conflit international il y a deux problèmes à résoudre**. On cherche d’abord à savoir quel est le droit a appliqué dans ce conflit (premier problème), puis on résout le fond du problème (avec le droit qui a été désigné précédemment).

Cas pratique : Que se passe-t-il quand il y a un labo qui fait un médicament comme le médiator ? Ce médicament a été vendu partout dans le monde, il y a des **procès partout dans le monde**. Il faut faire appel à un cabinet international, qui va adopter une stratégie commune. Mais après les procès seront fait pays par pays dans le droit propre au pays.

NB. En droit pénal : le pays qui décide c’est le pays sur lequel l’infraction a eu lieu.

Bien comprendre que pour exercer une activité dans un pays il faut connaitre les règles de ce pays (que ce soit une présence dématérialisée ou une présence physique).

NB. Dans des relations interétatiques : un état rebelle ne va rien respecté, c’est un fait.

1. **Droit européen**

Hybride : 2 choses compose le droit européen.

Traités fondateur (dès 1951 avec la SECA) ont été fait avec les **traités internationaux** : des institutions ont été créée par des traités internationaux. Un parlement, un conseil, une cours de justices, banque centrale européenne etc.

Ces institutions peuvent prendre des lois **directement applicables**. Plus besoin de faire des traités internationaux quand ces institutions prennent des décisions.

Lorsque l’Europe est renforcée c’est forcement anti constitutionnel. C’est intrinsèquement normal. Ex : avec l’euro.

OUI. L’intégration dans l’Europe est anti constitutionnel = c’est normal !

Quand on doit se mettre tous d’accord pour créer une nouvelle institution : on utilise les traités internationaux.

Les décisions européennes :

* **Les directives** :

Une directive est élaborée puis elle a vocation a être transposé dans tous les états membres. Et il y a un date butoir, on peut adapté une directive a son pays.

Une directive une fois accepté est une loi. Donc on ne le voit pas forcément.

Avantages : on a une loi unifiée.

Inconvénient : on ne peut plus modifier unilatéralement cette loi facilement – on doit sortir de l’Europe.

Ex. sur les données personnelles en France:

Loi du 6 janvier 78 : Loi informatique et Liberté : but permette le développement informatique en respectant la vie privée. Allemand aussi avait une loi.

En 1995 : une directive a été adopte.

Aout 2004 : la directive a été mise en place en France. On parle maintenant de traitement des données etc. Quand on regarde cette loi c’est pas évident qu’elle est issue d’une directive, pourtant c’est le cas.

Directive LIS adopté récemment.

Protection du logiciel c’est aussi une directive (1990), mise en place en 91 en France.

* **Les règlements** : directement applicable. Non modifiable

Le RGPD : pour la protection des données. En 2016 signé, en 2018 on l’a appliqué en France.

NB. **1956** traité de Rome : création de l’Europe. Comment trouver un moyen pour que la France et l’Allemagne s’entendent et de rendre la guerre intrinsèquement impossible (c’était en 1951) 🡺 But des pères fondateurs a la base c’était ca.

1. **Droit interne**

Article 34 constitution divise en 3 matières :

* Matières du domaine de la loi : suffisamment importante pour qu’on puissent prendre des décisions uniquement avec le parlement. Entièrement traité par la loi/parlementaux

Etique, crimes et délits, mariage pour tous, etc. Très important

* Matières mixtes : lois et règlements. Important. Le règlement dépend de la loi
* Domaines du règlement : pour les détails, un peu moins importants. Droit du travail (secteurs d’activité). Pas très important. Règlement Autonome.

NB. Dans un code : L … ça vient de la loi, R … ça vient d’un règlement. ( le stationnement c’est du R)

Comment la loi est faite ? 3 manières

* **La procédure classique : longue**

Projet de loi (gouvernement) 🡺 Assemblée nationale (discussion, modification, soumis aux votes des députés, nb. un gouvernement à la majorité à l’assemblée nationale, sinon il ne se passe rien, car c’est l’assemblée qui vote les lois) 🡺 Sénat (discussion, modification, votes) 🡺 navette parlementaire (si modif du sénat on renvoie à l’assemblée). 🡺 commission mixte salutaire (demandé par le gouvernement) 🡺 assemblée décide en dernier lieu si pas de décisions prises. Cf. site de l’assemblée nationale/ sénat très bien expliqué. Ca peut être très long.

* **Ordonnances**

Très utilisé par le gouvernement actuel. Le gouvernement demande une habilitation au parlement le pouvoir de faire des choses sans navettes etc. La ratification est faite dans tous les cas. Les ministres font ces lois - Article 38 (Il y a une délégation de pouvoir). Si l’Assemblée dit non a une loi, il y a une dissolution de l’Assemblée Nationale

* **49.3**

Depuis 1958 : toujours critiqué par les oppositions, il a été inventé pour aller très vite. Il a été très limité par une loi en 2008. Faire passer ce texte sans qu’il soit lu ou débattu par le parlement. C’est le texte ou la censure (sorte de chantage) soit vous êtes d’accord soit c’est la censure. La censure c’est gouvernement est viré, dissolution de l’assemblée = crise politique = les français sont amenés à revoter.

Pour le budget on utilise souvent le 49.3. Limité a deux fois par mandats. Trois procédés pour définir la loi. Quelque soit le procédé, le parlement a le pouvoir de décision sur la loi.

1. **Les règlements :**

La constitution décide :

* **Les décrets** :
* Décrets d’application
* Décrets autonomes
* **Les arrêtés** : autorités locales, préfets, ministres (arrêté municipale, préfectoral, ministériel etc).

C’est textes règlementaires doivent respecter les lois, un contrôle est fait sur ces textes. Il peut y avoir un recours pour excès de pouvoir (le burkini : maires qui interdisent les burkinis sur les plages, c’était un excès de pouvoir). Restrictions au liberté ok quand il y a un trouble de l’ordre public.

Tous ces textes sont d’origine étatique : contrôle fait par conseil constitutionnel et le conseil d’état. Les lois au sens large.

* **Caractère obligatoire** – assortie d’une sanction.
* Elles ont une **portée générale** (ils sont obligatoire pour tous le monde, nul ne peut se soustraire à la loi). La loi est la même pour tous. Pas de dérogation de la loi.

NB. Obligatoire aussi pour le juge, le juge aussi doit appliquer la loi. Le juge ne peut qu’appliquer la loi. Le fait de pas n’aimer la loi n’est pas une raison pour ne pas l’appliquer. Il peut l’interprété quand il est dit dans la loi qu’il peut l’interprété mais il ne peut pas ne pas l’appliquer. Le juge ne peut pas juger en dehors des lois, il a toujours une marge de manœuvre. Il peut demander a ne pas avoir affaire à un jugement car il y a un conflit d’intérêt.

Ex. L’IVG c’est légal, un juge ne peut pas dire que c’est illégal. Mais un médecin peut avoir une close de conscience à le droit, mais il ne peut pas dire l’IVG je le fais pas. Ici la loi elle-même prévoit qu’ils peuvent ne pas l’appliquer.

* **Application immédiate de la loi**, sauf une **loi pénale plus douce qui est rétroactive**. Si une personne qui est en train d’attendre un jugement, en train de purger une peine et que la loi s’adoucit, pour eux le jugement s’arrête. Attention c’est uniquement pour les situations en cours. Autre exception une loi peut être **différé dans le temps**, quand il y a besoin d’un temps d’application à la loi (réforme du Baccalauréat, RGPD, 80km/h, etc.). Une autre exception : en droit des contrats, on ne change pas le jeu en cours de partie. On applique la loi en vigueur lors de la formation du contrat. La loi du jour ou le contrat a été signé, sauf si la loi dit qu’elle s’applique aux contrats en cours (ex : le désamiantage, les réformes du droit du travail s’applique à tous les contrats en cours ; durée du temps de travail, modification du SMIC). En droit d’auteur, les contrats d’éditions dur très très longtemps (peut être valable 70 ans après la mort de l’auteur). Problème lorsque que la BNF a voulu faire de la numérisation, il peut y avoir plusieurs régimes de lois, la nomenclature peut changer (= table de concordance).
* **La loi doit être connu par tous, nul n’est sensé ignorer la loi.** Ce n’est pas un détails en droit, personne ne peut se retrancher derrière l’ignorance, surtout dans son domaine d’activité (exemple : un informaticien doit savoir la loi RGPD). Une loi non publiée n’est pas applicable. Etape obligatoire pour l’application de la loi : **la publication** (journal officiel). L’Etat fait un effort particulier à l’information/communication et lance de vraies campagnes lorsque ça touche la majorité des français (ex : 80 km/h). Présomption de connaissance de la loi.

1. **La jurisprudence**

C’est **l’ensemble des décisions de justice**. Il y a des principes très important à connaitre :

* Une jurisprudence n’a **pas de porté générale**. Elle ne s’applique qu’aux personnes concernées. Une jurisprudence ne peut pas amender/modifier la loi. Ce n’est pas parce qu’un tribunal (même si c’est la cour de cassation en théorie) décide quelque chose, que les autres vont décider la même chose. Mais en pratique quand c’est la cour de cassation, on l’écoute plus. Une de ses missions est de vérifier que la loi est bien interprété et qu’il y a une interprétation commune à tous, que l’interprétation de la loi est uniformisé dans l’ensemble du pays.

**Attention !** Les procès américains des films sont basé sur le droit américain, un juge aux USA peut amender la loi. C’est différent en France, le système français est différent.

Plus un sujet fait appelle a des concepts subjectifs, plus le rôle de la jurisprudence est important. Ex définition de la vie privée. Lorsqu’un nouveau métier arrive/une nouvelle activité est développée, dans ces cas la on prend des domaines très généraux très anciens et on les adaptes. Ex. l’informatique c’est très nouveau donc on prend le droit d’auteur et on l’interprète jusqu’à ce qu’une loi soit faites.

Un juge ne peut pas décider de ne pas prendre de décisions sous prétexte que la loi est obscure. Il doit prendre une décision, jurisprudence. En attendant une loi, on écoute les jurisprudences. Il existe de nombreux procès « artificielle » pour que les grandes entreprises soit au courant sur ce qui est autorisé ou non, ils veulent évalué la loi.

1. **La coutume**

Source du droit : la loi au sens large (gravé dans le marbre mais non complète, pour être plus malléable, on doit utiliser la jurisprudence) et la jurisprudence (incertaine, pas vrai a 100%).

Raisons pour lesquelles la coutume est source du droit :

* Lois qui ont pour origine des coutumes

ex : utilisation du matériel informatique dans une entreprise, fais par des chartes, coutumes largement partagées par toutes les entreprises.

* La Loi envoie elle-même à la coutume, il y a souvent des références à la coutume dans les lois.
* Si il y un vide juridique, le juge ne peut pas refuser de juger. Il arrive que la coutume soit utiliser comme une coutume. Les domaines/exemples de vide juridique (ou il n’y a pas de loi) : il y en a très peu. (ex : un enfant né avec un père décédé depuis plus de 10 ans, comment on fait ?)

1. **La doctrine**

Ensemble des travaux de recherches faites en droit et les lois en préparations. C’est une source de droit, non pas pour un problème concret, mais c’est intéressant de consulter cette source lorsqu’on veut se lancer dans un secteur d’activité innovant. Il faut se renseigner sur ces sources, il ne faut pas oublier les lois qui vont être faite, il faut anticiper. Etude de faisabilité d’une activité.

**Chapitre 2 : les branches du droit**

La présentation des branches du droit a été faites dans l’optique que cela nous serve pour comprendre l’organisation juridictionnelle. Le droit forme un tout cohérent mais très vaste. Pour l’étudier on est obligé de séparé le droit de plein manière différentes. Il y a d’autre type de séparation. Les choses ne sont pas totalement hermétique.

On distingue trois grands blocs. Qui possède chacun une juridiction propre.

1. Droit publique
2. Droit pénal
3. Droit privé
4. **Droit publique**

Le droit publique c’est toutes les règles relatives à l’organisation de l’état. Toutes le règles entre l’Etat et les citoyens (ex : droit fiscal = règles de droit publique, des affaires ou privé). Le droit de la fonction publique qui régit les relations entre les fonctionnaires et l’état. Etat/citoyens, Citoyens/services publiques, etc.

Dès lors qu’il y a l’Etat, on est dans le domaine du droit publique.

En droit publique, certaines règles peuvent être similaire a celles en droit privé (ex : durée du temps de travail) mais e n’est pas avec les mêmes juridictions.

Ex un homme chope une maladie dans un hôpital privé : droit privé. Un homme chope une maladie dans un hôpital public : droit publique.

1. **Le droit pénal**

**Le droit pénal c’est l’Etat qui à aménager le droit de punir, au nom de la société, ceux qui ne respectent pas la loi.** C’est un droit répressif, pas d’autre utilité que de punir, il n’a pas pour vocation d’être préventif, même si il peut l’être. Il n’a pas non plus pour but de réparer (même si une victime peut apprécier de voir son agresseur en prison : sorte de réparation), c’est le droit privé qui donneront des réparations à la victime. **Logique de répression.**

**Peines : amendes, prison, travail forcé, etc.**

Source de confusion : Les règles de droit pénal se trouvent dans tous les textes. Il y en a dans le code de la route, en droit fiscal, en droit des propriétés intellectuel, etc. Mais toutes ces règles sont répété dans le code pénal et dans le code de procédures pénales.

En droit pénal, il n’y a pas forcément de victimes. Ex. si on va trop vite sur l’autoroute, pas de victime. Arrêt de quelqu’un qui monte un attentat : il n’y a pas de victimes.

**En droit pénal, ce qui compte c’est la gravité de l’infraction est en lien avec la gravité de l’intention**. Ce n’est pas la gravité du préjudice pour la victime. Ex. on puni plus une tentative de meurtre, qu’un homicide involontaire.

**Pour commettre une infraction pénale, il faut qu’il y est un élément intentionnel** (l’intention est déduit de l’état de conscience de l’agresseur). Si il n’y a pas de conscience, le droit pénal n’a aucun sens.

Un enfant est civilement responsable (c’est pour ça qu’on les assure) mais il ne peut pas y avoir de poursuite pénale de l’enfant, mais les parents peuvent en avoir pour défaut de surveillance.

La sanction civile : on est dans la logique réparation de ce qui a été fait à la victime. Nb. Tant que l’action pénale n’est pas donné on ne fait pas la sanction civile, le pénal tient le civil en respect (Si il n’y a pas de lien de cause à effet).

En droit pénal **: seul l’Etat peut poursuivre**. L’Etat le fait par l’intermédiaire du parquet (procureur de la République).

En droit pénal, il faut une incrimination précise : ce qui n’est pas interdit est par défaut autorisé. Il existe des vides juridiques (Ex. usurpation d’identité numérique n’était pas un délit avant 2013).

**Comment l’état décide de poursuivre ?**

* Si il est lui-même convaincu/au courant qu’il y a une infraction (ex : flash sur l’autoroute)
* **Signalement.** On lui signale qu’il y a une infraction. Si l’Etat s’en aperçoit lui-même (ex lors d’un procès civil, l’un des témoins parle de viol. NB. si il y a eu un viol et que la victime ne veut pas porter plainte, ce n’est pas à elle de décider, elle n’aura pas de réparation si elle ne fait pas d’action civile). Attention : la victime porte plainte, elle ne signale pas. Attention le non signalement peut être non-assistance à personne en danger. Le signalement ne signifie pas qu’il y aura des poursuites, ou des punitions. Le signalement est parfois obligatoire.
* Il y a une **plainte** (si la victime porte plainte). L’affaire lui échappe totalement après cela. Elle peut être classée sans suite, elle peut être poursuivie même si la victime retire sa plainte. C’est l’Etat, sous l’autorité du juge d’instruction, qui enquête. L’état dispose de moyens qui sont très différents du droit civique. Les moyens ne sont pas les mêmes (Ex. en procédure civique : on a pas le droit d’enregistrer quelqu’un, en droit pénal).

La victime pourra si elle le souhaite se porter partie civile. La victime n’a rien a prouvé, mais elle a le droit d’être partie civile, ca lui donne un accès privilégié au dossier. Ça lui donne le droit de s’exprimer.

NB. Système d’aide juridictionnelle, il existe des moyens pour avoir des avocats gratuitement si on a pas les moyens.

Le répartition des infractions, il y a 3 catégories (moins grave a plus grave) :

* **Contraventions** (pas juste le code de la route attention)
* **Délit**
* **Crime** (attention se n’est pas synonyme d’homicide, ex. un viol est un crime, une tentative de meurtre est un crime).

Dans le vocabulaire juridique : crime n’est pas synonyme d’homicide. Homicide involontaire est un délit et la tentative de meurtre est un crime, elle est plus sévèrement puni. Mais un homicide involontaire il y des réparations importantes. Différence entre la punition et la répartition.

1. **Le droit privé**

Le droit privée c’est : Toutes les relations des personnes morales avec des personnes physiques, ou physique à physique.

1. **Point historique**

**1804** : code Napoléon : les fondamentaux du droit privé, il perdure encore aujourd’hui. Avant 1804, Napoléon avait eu l’idée d’unifier le droit en France, pour des raisons de patriotismes, pas d’unité/sentiments d’appartenances à une nation si pas les mêmes droits. Et c’est aussi pour fluidifier le commerce. Or avant il y avait autant de droit que de région. Aucunes d’unification dans le royaume de France. Il demande l’écriture d’un code civil par quatre juristes de quatre régions différentes (les grands principes du droit de la preuve, droit des contrats, droit de la famille origine de 1804 mais modifié, mais beaucoup de choses ont été gardé par exemple : le droit de l’enfant prime sur le droit des parents). D’autres textes sont ensuite venu compléter ce code, mais toujours des règles transverses qui rattachent les autres codes/matières. Par exemple : un contrat de travail, avant d’être un contrat de travail c’est un contrat.

1. **Le droit civil**

C’est le seul à régir certain domaines il est exclusif (ex. la succession, les mariages,…).

Pour d’autres domaines, il est **droit commun**, c’est le régime par défaut, il est général, il est fondamentale. Ex. Un contrat de vente entre un particulier et un commerçant. C’est un contrat de vente. Mais entre deux particuliers/individus qui n’ont pas de statut de commerçant. Donc on utilise le droit civil. Plus on est sur un sujet nouveau, plus on se base sur le régime général.

C’est la pièce maitresse du droit privé. Tous les nouveaux domaines seront régis par ça.

1. **Le droit du travail**

Attention on se limite a un salarié du domaine privé. Si c’est un fonctionnaire, ça touche à l’état : c’est le droit public.

1. **Le droit commercial**

Celui qui s’occupe du rapport entre les sociétés commerciales et les commerçants. Un commerçant n’est pas un statut limité à quelqu’un qui vent quelque chose. Mais on peut aussi vendre un service (quand il y a une recherche de bénéfices).

1. **Organisations juridictionnelles**

Remarques :

Notre organisation juridictionnelle est le fruit de l’interprétation de nos ancêtres sur des principes (indépendances des juges, séparations des pouvoirs, etc). L’organisation juridictionnelle elle bouge, elle change mais jamais de grosses réformes. Les réformes se font souvent par petites touches.

Notre système peut subir quelques réformes : on tend vers une professionnalisation de la justice et sa spécialisation. Au départ la justice c’est la justice pour le peuple, par le peuple. Les juges encore maintenant ne sont pas des professionnelles du droit (par exemple les jury, les juges des tribunaux de commerce (ils sont élus par les commerçants), etc.), c’est la professionnalisation. Pour la spécialisation : moins de tribunaux, mais des tribunaux plus gros, avec des jugent qui sont moins des experts.

Les magistrats professionnels sont des fonctionnaires recruté par voix de concours. Magistrats du siège parce qu’ils sont assis. Ils sont indépendants, payé par l’état mais géré par une entité indépendante. Mais le juge a moins d’autonomie que le parquet : il doit appliquer la loi.

Mais les magistrats du parquet ne sont pas indépendants, ils reçoivent des directives de l’états. Il agit uniquement sur le droit publique, il y a une légitimité du gouvernement car il représente la société, le parquet est sous l’autorité du garde des sceaux.

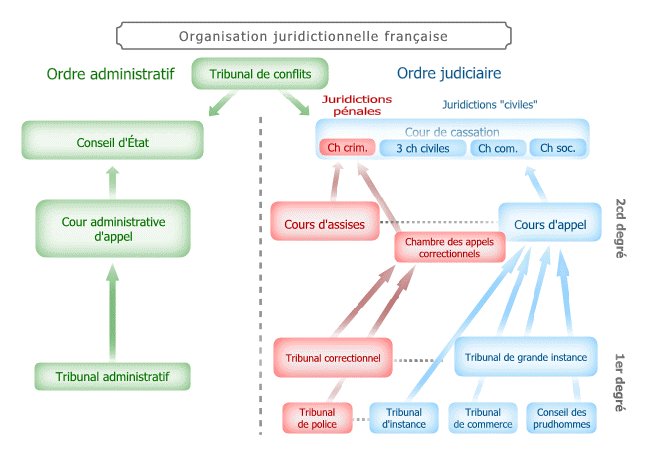
Au nom du principe de l’indépendance on a une autonomie et tous ce qui concerne le droit publique n’est pas jugé par les mêmes juges idépednat pour pas qu’ils aient le pouvoir sur l’état.

Tous ces principes ont donnés naissances à deux ordres de juridiction :

* L’ordre administratif, qui contient des juridictions compétentes pour juger tout ce qui relève du droit public.
* L’ordre juridique, qui contient des juridictions compétentes pour juger tous les litiges qui se divise en deux catégories les juridiction pénal et civil/privé.

Il existe un tribunal des conflits qui tranche si un conflit qui relève du droit privé ou du droit public, il ne règle pas le conflit il se contente de renvoyer vers privé ou publique.

Cf. schéma ci-dessous :



Les juridictions de premier degré : quand on commence une action en justice on est obligé de passer par une des juridictions de premier degré.

**Examen** : Décision de justice/textes de lois : compétences avoir une certaine indépendance savoir d’où vient le texte de droit, comment il est hiérarchisé. Un texte de loi ce lis et se relis, une décision de justice c’est complexe. Qui réclame quoi, qui sont les personnes qui s’opposent, qui dit quoi. Que dit le juge ? Le juge n’est pas forcement binaire. Toujours une seule réponse possible.